



Luxembourg, le 10 MARS 2009

Arrêté N° : 1/08/0368

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu la demande du 22/09/2008 telle que complétée le 20/11/2008 et le 31/10/2008, présentée par le bureau d'études PROSOLUT S.A., 6, Wellemslach, L-5331 Moutfort pour le compte de la société LUXLAIT Association agricole, B.P. 1303, L-1013 Luxembourg aux fins d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter un forage de reconnaissance sur un fonds se situant au lieu-dit "*Donkelsuecht*" et inscrit au cadastre de la commune de Bissen, section B de Bissen, parcelle cadastrale n° 188/2542; que plus particulièrement le forage de reconnaissance est destiné à la prise d'échantillons et à des essais de pompage et un forage piézomètre sur un fonds se situant au lieu-dit "*Grousswis*" et inscrit au cadastre de la commune de Bissen, section B de Bissen, parcelle cadastrale n° 140; que plus particulièrement le forage piézomètre est destiné à la surveillance des ressources en eau;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés;

Vu la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement;

Vu l'article 13.2 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés précisant qu'il n'y a pas lieu de recourir à la procédure de commodo et incommodo, vu que la durée des essais de pompage est inférieure à 12 mois;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

Considérant que les conditions imposées dans le cadre du présent arrêté sont de nature à limiter les nuisances sur l'environnement à un minimum;

Que partant il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée;

ARRÊTE:

Article 1er: L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions suivantes:

I) Eléments autorisés:

Concernant l'emplacement:

- 1) Le forage de reconnaissance concerné par le présent arrêté doit être installé sur un fonds se situant au lieu-dit "*Donkelsuecht*" et inscrit au cadastre de la commune de Bissen, section B de Bissen, parcelle cadastrale n° 188/2542.
- 2) Le forage piézomètre concerné par le présent arrêté doit être installé sur un fonds se situant au lieu-dit "*Grousswis*" et inscrit au cadastre de la commune de Bissen, section B de Bissen, parcelle cadastrale n° 140.

Concernant les différents objets autorisés:

- 3) Sont autorisés les objets suivants:

| Désignation de l'activité Volume/Capacité de l'équipement/l'installation |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- un forage de reconnaissance destiné à la prise d'échantillons et à des essais de pompage.- un forage piézomètre destiné à la surveillance des ressources en eau. |

II) Modalités d'application:

- 1) L'établissement doit être aménagé et exploité conformément à la demande du 22/09/2008 telle que complétée le 20/11/2008 et le 31/10/2008, sauf en ce qu'elle aurait de contraire aux dispositions du présent arrêté. Ainsi le dossier de demande fait partie intégrante du présent arrêté. L'original du dossier de la demande, qui vu sa nature et sa taille, n'est pas joint au présent arrêté, peut être consulté par tout intéressé au siège de l'Administration de l'environnement, sans déplacement.
- 2) Lors d'un contrôle d'inspection, l'exploitant doit mettre à la disposition des autorités de contrôle compétentes une copie du présent arrêté d'exploitation ainsi que les résultats des contrôles imposés en relation avec la protection de l'environnement. Ces résultats des contrôles doivent être tenus à disposition sur le site d'exploitation pendant une durée de dix ans.
- 4) L'exploitation de l'établissement est autorisée pour une durée de six (6) mois à compter de la date de début du chantier. L'arrêté peut être renouvelé pour une durée supplémentaire de six (6) mois sur base d'une demande qui doit être introduite avant la date d'expiration du présent arrêté.

III) Conditions particulières concernant les forages de reconnaissance:

- 1) Le forage de reconnaissance ne doit pas dépasser 37 mètres de profondeur.
- 2) Le forage piézomètre ne doit pas dépasser 18 mètres de profondeur.



3) La quantité moyenne d'eau prélevée durant les essais de pompage du forage de reconnaissance ne doit pas dépasser 30 m³/h.

4) Le forage doit être distant d'au moins 10 mètres en amont de toute construction existante ou projetée pour éviter que l'exploitation de l'eau souterraine par pompage ne provoque des modifications des propriétés du sous-sol dans l'espace du cône de rabattement.

5) La réalisation du forage et l'installation de la crépine de captage doivent être réalisées suivant les règles de l'art pour éviter toute introduction de substances nocives dans le sous-sol.

6) Les activités représentant un danger de pollution pour les eaux souterraines sont à prescrire dans l'environnement immédiat du forage. Le forage doit être aménagé afin d'éviter toute infiltration d'eaux superficielles. L'espace annulaire entre les tubes pleins et la roche doit être colmaté (bouchon bentonite/cimentation).

7) Durant les essais de pompage, l'évolution de la nappe doit être surveillée. Cette surveillance doit comprendre la mesure en continu de la conductivité, de la température de l'eau, du niveau de la nappe et du débit pompé du forage FCP-502-13 ainsi que le suivi continu du niveau d'eau des forages existants Geesemillen 1970 et Neumann. Un rapport (descriptions géologiques, interprétation essai de pompage, étude impact sur la nappe phréatique, etc...) doit être remis à l'autorité compétente.

8) Une attention particulière est à porter sur l'analyse de la présence de pesticides.

9) Un plan d'équipement des ouvrages, à réaliser par l'entreprise de forage, montrant le niveau d'eau et les débits exploitables est à remettre après réalisation ensemble avec un plan de situation précis à l'autorité compétente.

10) Le rapport de synthèse, rédigé par le géologue chargé de la surveillance des travaux doit comporter la totalité des observations recueillies au cours des travaux et leur appréciation notamment les coupes lithologiques, les incidents de foration, l'équipement, (nature des matériaux, épaisseur des tubages, caractéristiques des crépines, etc.), les pompages d'essai, les diagraphies, les analyses d'eau, etc.... Ce rapport doit être remis à l'autorité compétente.

11) En cas de non-utilisation du forage de reconnaissance, pour quelque raison que ce soit, l'exploitant doit prendre les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de l'ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. Le colmatage du forage doit être assuré par un remplissage d'un coulis de ciment-bentonite. Ces travaux sont à exécuter par une entreprise spécialisée en la matière et choisie en accord avec l'autorité compétente. L'entreprise doit faire parvenir à l'autorité compétente un rapport de chantier mentionnant les outils mis en œuvre et fournissant des indications sur les profondeurs de l'ouvrage, les niveaux d'eau, les équipements retirés ainsi que sur la nature du coulis et les quantités de ciment-bentonite mises en œuvre. L'autorité compétente doit être informée par écrit, en temps utile, des travaux.

12) A la fin des essais de pompage, le forage de reconnaissance est à équiper en tant que piézomètre, afin de surveiller l'évolution de la nappe. Cette surveillance doit comprendre au minimum la mesure en continu de la conductivité, de la température de l'eau et du niveau de la nappe.

13) L'exploitation du forage de reconnaissance en tant que forage-captage destiné à l'approvisionnement en eau potable est interdite.



14) Dans le cas où une telle exploitation serait envisagée, celle-ci ne pourra se faire que sur base d'un arrêté séparé délivré par le Ministère de l'Environnement, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

IV) Les conditions relatives à l'impact résultant des travaux de forage:

Concernant la protection de l'air:

- 1) L'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par des mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.
- 2) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance inférieure à 200 kW doivent satisfaire aux critères de l'état actuel de la technologie et être réglés de façon à ce que les rejets de polluants soient limités à un minimum.
- 3) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance supérieure à 200 kW ne sont pas couverts par le présent arrêté.
- 4) La teneur en soufre des carburants liquides doit être inférieure à 0,05 %.

Concernant la protection du sol:

- 5) Les responsables du chantier prendront toutes les mesures afin d'éviter les pertes d'huiles, d'essences et autres hydrocarbures.

les exigences en matière du stockage d'hydrocarbures:

- 6) Le stockage des hydrocarbures nécessaires aux engins/équipements doit être effectué sur une aire comportant un sol étanche munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel.

Les réservoirs doivent être placés dans une cuve étanche aux produits pétroliers et à l'eau. Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure

- à la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'elle contient;
- à la capacité du plus grand réservoir augmenté de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve.

Dans le cas d'un seul réservoir, la cuve aura une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

N'est (Ne sont) pas couvert(s) par la présente autorisation, le (ou les) réservoir(s) servant à stocker des hydrocarbures (gas-oil, huiles usées, etc..) et ayant une capacité totale supérieure ou égale à 300 litres.

En ce qui concerne plus particulièrement les tonneaux qui contiennent des hydrocarbures, ceux-ci doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits pétroliers et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des tonneaux qu'elle peut contenir (p. ex. conteneur à étagères, Regalcontainer für wassergefährdende Stoffe). En-dessous des bouches de soutirage des tonneaux, des cuves ou des matériaux absorbants doivent être aménagés afin de recueillir ou d'absorber d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées doivent être éliminées en tant que déchets dangereux.

- 7) Toute perte accidentelle d'hydrocarbures doit être immédiatement recueillie.



8) L'exploitant doit tenir en réserve un stock adéquat de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les hydrocarbures accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles, et avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre. En outre, l'exploitant doit prévoir au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.

Concernant la protection des eaux:

9) Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation publique des eaux et/ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

Il est interdit d'évacuer des eaux usées par déversement sur la voie publique.

Concernant la lutte contre le bruit:

10) On entend par "jour" l'espace de temps compris entre 7⁰⁰ h et 22⁰⁰ h. On entend par "nuit" l'espace de temps compris entre 22⁰⁰ h et 7⁰⁰ h.

11) A la limite de la propriété la plus proche bâtie, les niveaux de bruit équivalents en provenance des travaux de chantier ne doivent pas dépasser 65 dB(A).

Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

12) A l'intérieur des agglomérations, les travaux de chantier ne peuvent pas se faire avant 7⁰⁰ h et après 19⁰⁰ h, sauf dérogation accordée en vertu des dispositions du règlement grand-ducal modifié du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers (art. 6).

13) Dans le cas où le spectre des émissions de bruit est dominé par une tonalité précise, perceptible dans les alentours immédiats du chantier, le niveau de bruit déterminé est à majorer de 5 dB(A).

14) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

Concernant la gestion des déchets:

15) Tous les déchets doivent dans toute la mesure du possible être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique. Les déchets qui se prêtent à une valorisation doivent être collectés, triés et traités de façon notamment à récupérer un maximum de matières premières secondaires.

16) La collecte et le stockage des déchets doit se faire de façon à éviter que les déchets entreposés ne soient dilués, mélangés ou entraînés de quelque façon que ce soit ni par les intempéries, ni par les précipitations ou les eaux de ruissellement.

17) Toute incinération et tout enfouissement de déchets sont interdits.

18) Les responsables du chantier prendront toutes les mesures afin d'éviter les pertes d'huiles, d'essences et autres hydrocarbures.

19) L'exploitant doit veiller à ce que la valorisation ou l'élimination des déchets résultant des travaux d'assainissement soit conforme à tous niveaux à la législation applicable en la matière. Cette responsabilité joue même lorsqu'il a recours à un tiers pour s'assurer de cette tâche.

20) Pour le cas où une élimination directe de déchets renfermant de l'amiante ou de déchets contaminés résultant des travaux d'assainissement ne peut pas être assurée, ces déchets doivent être entrestockés de manière à ne pas créer des dangers et inconvénients nouveaux ou d'accroître les dangers et inconvénients existants. En particulier, le (les) endroit(s) destiné(s) à l'entreposage des déchets en question doit(ven)t être clairement marqué(s) et être inaccessible(s) à toute personne non autorisée.

21) Tout transfert de déchets inertes contaminés doit respecter la législation relative aux transferts de déchets.

V) Contrôle de l'établissement:

En cas de besoin, l'Administration de l'environnement pourra demander des contrôles en relation avec le respect des exigences arrêtés dans le présent arrêté. Ces contrôles ne peuvent, sauf indication contraire, être effectués que par un organisme agréé par le Ministre de l'Environnement, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.

VI) Mesures en cas d'incident grave ou d'accident:

Concernant les mesures d'information:

1) En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement, l'exploitant doit avertir sans délai la Protection Civile. Il doit en outre avertir dans les plus brefs délais possibles, par des moyens appropriés (téléfax) l'Administration de l'environnement. Il fournira à cette dernière, sous quinzaine, un rapport circonstancié sur les origines, les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour pallier à ces dernières et celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent.

Concernant le cas d'un sinistre mettant en jeu l'intégrité de l'environnement:

2) Si, suite à un sinistre, le sol, le sous-sol, les eaux de surface et/ou les eaux souterraines sont polluées par des produits/substances dangereux pour l'environnement, l'exploitant doit sans délai

- prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser le trouble constaté;
- faire appel à la Protection Civile (tél.: 112);
- procéder à la décontamination du site ainsi pollué.

En outre l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais l'Administration de l'environnement suivant les modalités décrites dans le sous-chapitre «Concernant les mesures d'information».

Au cas où les matières polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries.

Sur demande motivée de l'Administration de l'environnement, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle.

Article 2: Le présent arrêté est transmis en original à la société LUXLAIT Association agricole, B.P. 1303, L-1013 Luxembourg, pour lui servir de titre, et en copie:

- au bureau d'études PROSOLUT S.A., 6, Wellemslach, L-5331 Moutfort, pour information;
- à l'ADMINISTRATION COMMUNALE DE BISSEN aux fins déterminées par l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999;
- à l'ADMINISTRATION COMMUNALE DE COLMAR-BERG aux fins déterminées par l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999.

Article 3: Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.



Pour le Ministre de l'Environnement,

Robert SCHMIT

Directeur de l'Administration de l'environnement